

STATUTS DE L'ASSOCIATION
«OFFICE CENTRAL de la COOPERATION à
L'ECOLE de L'ARIEGE»
O.C.C.E. 09000 Foix



PREAMBULE

L'Office Central de la Coopération à l'Ecole (O.C.C.E.) est la Fédération Nationale des Associations Départementales qui réunissent notamment des membres, personnes majeures ou mineures, regroupés dans l'enseignement laïque en coopératives scolaires ou foyers coopératifs.

Dans le premier et le second degré, les coopératives scolaires désignent les classes organisées

pédagogiquement selon les principes de la coopération à l'école.

Dans le second degré, les foyers coopératifs sont des groupements d'élèves gérés par eux avec le

concours des adultes en vue d'activités communes.

Ces coopératives scolaires et ces foyers coopératifs participent aux projets éducatifs avec les parents et les partenaires de l'environnement culturel, éducatif, sportif, économique et social de leurs établissements.

L'Association OCCE09, créée le 29 janvier 1952, déclarée à la Préfecture de l'Ariège à Foix, sous le n° 14 est l'Association qui regroupe l'ensemble de ces coopératives du département de l'Ariège après avoir reçu l'agrément du Conseil d'Administration de la Fédération OCCE.

TITRE I: BUT, COMPOSITION, DUREE ET SIEGE

Article I—

La présente Association a pour objet de permettre et de favoriser à tous les degrés, dans les écoles et les établissements laïques d'enseignement et d'éducation du département, la création de coopératives scolaires et de foyers coopératifs.

Inspirée par un idéal humaniste, la présente Association se donne pour but de favoriser la coopération par l'éducation civique, morale, sociale, économique et intellectuelle des coopérateurs et coopératrices.

a) en diffusant et promouvant une philosophie et une pratique de la coopération - méthode active d'éducation morale, civique et intellectuelle - pour développer l'esprit d'entraide et de solidarité, stimuler les initiatives en vue du travail en commun, donner le sens

des responsabilités et permettre l'apprentissage de la liberté, de la démocratie, de la fraternité et de la citoyenneté.

b) en encourageant l'éducation coopérative par la pratique et l'enseignement de la coopération dans le cadre général des programmes et règlements officiels

c) en contribuant à l'ouverture de l'École sur son environnement humain, social, économique, culturel, éducatif et sportif par l'association des partenaires de l'Éducation

d) en organisant et en coordonnant des services coopératifs permettant notamment aux coopératives scolaires et foyers coopératifs qu'elle regroupe de mettre en oeuvre leurs projets entrant dans la liste non exhaustive inscrite à l'article I (d) des Statuts de la Fédération de l'OCCE

e) en conduisant des actions de formation et d'information auprès des enseignant-es et d'autres membres de la communauté scolaire

f) en effectuant ou en participant à toute opération au niveau local, national ou international, indissociable de l'activité pédagogique qui contribue par nature à l'apprentissage de la citoyenneté et vise à l'autonomie de l'enfant.

Article 2—

L'Association Départementale de l'OCCE exerce son activité notamment par les moyens suivants :

- mise à disposition de ressources pédagogiques
- participation à la formation initiale et continue des enseignant-es,
- promotion et développement de la pédagogie coopérative dans tous les établissements,
- organisation et conduite de projets pédagogiques départementaux,
- organisation de conférences, cours, stages, expositions, séjours éducatifs.
- rassemblements de coopérateurs et coopératrices scolaires aux divers échelons,
- manifestations, jeux et fêtes,
- mise en valeur des travaux, actions ou projets des coopérateurs et coopératrices,
- encouragement aux coopératives et leurs groupements d'animation,
- création de services communs,
- participation aux réflexions sur l'avenir et l'évolution de l'École,
- développement de tous partenariats compatibles avec les valeurs d'humanisme et pouvant contribuer à une meilleure connaissance de l'association et de ses activités.

En outre, l'Association Départementale met en oeuvre tout autre moyen propre à poursuivre et à développer son objet social.

Article 3—

La durée de l'Association est illimitée. Son Siège est fixé à Foix par décision de son Conseil d'Administration.

Article 4—

L'Association Départementale se compose:

a) de membres actifs:

- les élèves et personnels enseignants affectés à la classe, à l'école, à l'EPL, adhérant aux présents Statuts, qui se regroupent en coopératives et foyers coopératifs, agréés par le Conseil d'Administration Départemental

- les Foyers Socio-éducatifs ou les Maisons des Lycéens régulièrement déclarés, adhérant aux présents Statuts et agréés par le Conseil d'Administration Départemental
- les personnes mineures ou majeures, celles-ci membres de l'enseignement public, qui adhèrent aux présents Statuts et qui se regroupent en coopérative de quartier (quartier urbain, hameau, village, communauté de communes...), agréée par le Conseil d'Administration Départemental
- les personnes majeures de l'enseignement public qui, à titre individuel, assurent un rôle d'animation ou de tutelle auprès d'une coopérative ou d'un foyer, ou d'un ensemble de coopératives, ou de la présente Association. Ces personnes adhérant aux présents Statuts, sont agréées pour ce faire par le Conseil d'Administration Départemental

b) de membres associé-es, personnes physiques ou morales agréées en cette qualité par le Conseil d'Administration Départemental. qui apportent à l'Association une contribution active, matérielle, financière ou morale;

c) de membres d'honneur, personnes physiques ou morales nommées par l'Assemblée Générale de l'Association Départementale sur proposition du Conseil d'Administration Départemental, en raison des services rendus à l'Association.

Article 5—

Les membres actifs contribuent selon leurs possibilités financières au fonctionnement de l'Association Départementale, de la coopérative et des foyers coopératifs, en versant une cotisation annuelle dont les modalités de calcul sont fixées en Assemblée Générale Départementale, ou en participant activement à la vie coopérative

- pour les membres actifs définis aux alinéas 1 et 3 du a) de l'article 4 des présents Statuts, l'Association Départementale conserve pour son fonctionnement propre une somme égale au produit de la cotisation de base par le nombre de membres actifs inscrits dans le ressort de la coopérative ou du foyer coopératif, et laisse à leur disposition le solde sur le compte ouvert par l'Association Départementale au nom de la coopérative de classe, d'école ou de quartier ou du foyer coopératif;

- pour les membres actifs définis à l'alinéa 2 du a) de l'article 4 des présents Statuts, l'Assemblée Générale Départementale fixe la cotisation due en fonction du nombre d'adhérents que comportent les Foyers Socio-Educatifs ou les Maisons des Lycéens,

- pour les membres actifs définis à l'alinéa 4 du a) de l'article 4 des présents Statuts, l'Assemblée Générale Départementale fixe la cotisation due.

Les autres membres sont dispensé-es de cotisation.

Aucun rachat des cotisations n'est possible.

Article 6—

La qualité de membre de l'Association Départementale se perd:

1) pour les membres actifs:

a) réunis en coopérative de classe, d'école ou de quartier, ou en foyer coopératif:

- par la volonté de leurs membres de ne plus se constituer en coopérative ou foyer coopératif,
- par le retrait de l'agrément du Conseil d'Administration Départemental

b) les Foyers Socio-Educatifs ou Maisons des Lycéens

- par le retrait volontaire de ceux -ci,
- par le retrait de l'agrément du Conseil d'Administration Départemental,
- par dissolution;

c) pour les membres à titre individuel

- par la démission volontaire,

- par la radiation prononcée pour motif grave par le Conseil d'Administration Départemental, sauf recours éventuel à l'Assemblée Générale Départementale,

2) pour les membres associé-es:

- par le retrait de l'agrément,
- pour les personnes physiques : par la démission volontaire,
- pour les personnes morales : par dissolution ou le retrait volontaire:

3) pour les membres d'honneur:

- par la démission volontaire.
- par la radiation prononcée pour motif grave par l'Assemblée Générale Départementale.

TITRE II : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT:

Article 7 –

Seuls sont éligibles, les membres actifs âges d'au moins 8 ans. (sous réserve d'une formation préparant à ce type d'éligibilité).

Le nombre d'Administrateurs et d'Administratrices est fixé par l'Assemblée Générale Départementale, il sera compris entre 9 et 24 élus.

Les animateurs et salariés de l'AD sont éligibles au CAD. Leur nombre ne peut dépasser le quart du total des membres du CAD. Ils ne pourront occuper aucune fonction au sein du Bureau.

Le nombre d'Administrateurs ou d'Administratrices mineur-es ne peut être supérieur à 3. Ils ne peuvent être membres du Bureau.

Les membres actifs mineurs sont électeurs et éligibles, sans autorisation légale ni autorisation parentale.

Les membres du Conseil d'Administration Départemental sont élus et siègent à titre personnel pour une durée de trois ans. Le Conseil d'Administration est renouvelable par tiers chaque année.

Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de vacance de poste, il est procédé le plus rapidement possible à une nouvelle désignation par la plus prochaine Assemblée Générale Départementale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés. En cas de carence de dirigeants (nombre d'administrateurs inférieur à 9), constatée par une Assemblée Générale Départementale régulièrement convoquée, le Conseil d'Administration National de la Fédération OCCE, averti, peut se substituer au Conseil d'Administration Départemental, de fait incapable d'administrer l'Association Départementale, et ce pour une période maximale comprenant les semaines restant à courir de la date de l'Assemblée Générale Départementale ayant constaté la carence jusqu'à la fin de l'exercice en cours, auxquelles il est possible d'ajouter la totalité de l'exercice suivant.

À la fin de cette période, si en dépit d'une nouvelle Assemblée Générale Départementale, l'état de carence d'administrateurs départementaux subsiste, le Conseil d'Administration National de la Fédération OCCE doit procéder à la dissolution de l'Association Départementale dans le respect des règles statutaires applicables.

Article 8—

Le Conseil d'Administration Départemental se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation de son Président ou de sa Présidente ou sur demande du quart au moins de ses membres.

Il statue

- sur l'agrément des coopératives scolaires et foyers coopératifs et l'ouverture de comptes courants;
- sur le retrait de l'agrément des coopératives scolaires et foyers coopératifs et la fermeture de leurs comptes courants:
- sur la destination au meilleur profit des coopérateurs et coopératrices du département des biens et des fonds d'une coopérative scolaire ou d'un foyer coopératif amené à disparaître, sauf dans le cas d'une fermeture due à une décision administrative extérieure à l'OCCE
- sur l'agrément ou son retrait ou la radiation des autres membres de l'Association.

Il prépare le budget de chaque exercice, étudie les ententes, conventions, marchés et contrats. Il a les plus larges pouvoirs d'administration de l'Association Départementale.

Il délibère

- sur les rapports et projets d'activités, financiers de la Fédération,
 - sur les candidatures au Conseil d'Administration de la Fédération dont il a reçu notification.
- Il désigne une ou des personnes pour le représenter à l'Assemblée Générale de la Fédération, et y voter en son nom selon les mandats confiés.

La présence du tiers au moins des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations, sans que ce nombre puisse être inférieur à 5. Ces délibérations sont prises à la majorité absolue des Administrateurs et Administratrices présent·es ou représenté·es. En cas de partage des voix, celle du Président ou de la Présidente est prépondérante. Un Administrateur ou une Administratrice absent·e peut donner pouvoir à un autre Administrateur ou Administratrice. Chaque Administrateur ou Administratrice ne peut détenir plus d'un pouvoir. En cas de non-quorum lors d'un Conseil d'Administration, le Président ou de la Présidente reconvoquera, par écrit, les membres du Conseil, à 14 jours au moins d'intervalle, et cette fois, il pourra délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Il est tenu procès-verbal des séances. Ceux-ci sont signés par le Président ou la Présidente et le ou la Secrétaire général·e.

Article 9—

Les membres du Conseil d'Administration Départemental ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du Conseil d'Administration Départemental, sur présentation de justificatifs vérifiés.

Article 10—

Le Conseil d'Administration Départemental élit parmi ses membres, au scrutin secret, un Bureau composé de huit membres au plus, dont au moins : un·e Président·e, un·e Vice-président·e, un·e Secrétaire Général·e et un·e Trésorier·e. Le Bureau est élu pour un an et ses membres sont rééligibles.

Les délibérations du Conseil d'Administration Départemental relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative de la Fédération donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du code civil, l'article 7 de la loi du 4 février 1901 et le décret du 13.

Article 11—

L'Assemblée Générale de l'Association Départementale comprend tous les membres définis à l'article 4.

Les membres actifs disposent d'une voix.

Les autres catégories de membres, personnes physiques ou morales y disposent d'une voix consultative. L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration Départemental ou sur demande du quart au moins des membres de l'Association Départementale. L'Assemblée Générale convoquée pour approuver les comptes de l'exercice précédent doit se tenir dans les six mois suivant la fin de l'exercice.

Chaque école, établissement scolaire ou quartier, siège d'une coopérative de classe, d'école, de quartier ou d'un foyer coopératif, constitue pour l'Assemblée Générale une section de vote qui élit un nombre de délégué-es selon les modalités arrêtées au Règlement Intérieur.

Pour délibérer valablement, la présence ou la représentation du dixième des membres est nécessaire. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale doit être convoquée à quatorze jours au moins et trente jours au plus d'intervalle. Elle délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. A l'Assemblée Générale Départementale, toutes les décisions seront prises à la majorité absolue des membres actifs présents ou représentés.

Sur tous les points mis à l'ordre du jour par le Conseil d'Administration elle entend et approuve le rapport moral et financier de l'Association Départementale sur présentation du compte rendu d'activités, du bilan, du compte de résultat et de l'annexe de l'exercice écoulé, arrêtés au 31 août:

- elle définit le projet d'activité et vote le budget prévisionnel de l'exercice suivant;
- elle fixe le montant et les modalités de calcul des cotisations et participations annuelles de l'ensemble de ses membres;
- elle pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'Administration Départemental;
- en l'absence d'un Commissaire aux Comptes, elle désigne la commission de contrôle aux comptes;
- elle prononce la radiation pour motifs graves des membres d'honneur.

Le rapport annuel d'activités et les comptes sont portés à la connaissance des membres de l'Association départementale et adressés au Siège de la Fédération.

Il est justifié chaque année auprès des autorités compétentes, définies par la loi, de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.

Il est tenu procès-verbal de la séance.

Article 12 —

L'Association Départementale doit être agréée par le Conseil d'Administration de la Fédération, conformément à l'article 15 des Statuts de la Fédération.

Elle verse à la Fédération la cotisation annuelle dont les modalités de calcul, le montant et le calendrier de versement sont fixés par l'Assemblée Générale de la Fédération.

Elle adresse annuellement à la Fédération le compte rendu d'activités, le bilan financier, le compte de résultat de l'exercice écoulé arrêté au 31 août. Ils pourront faire l'objet de toutes vérifications jugées nécessaires par le Conseil d'Administration de la Fédération.

Article 13—

Le Président ou la Présidente dirige les travaux du bureau, du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Il assure le respect des Statuts, du Règlement Intérieur et l'exécution des délibérations du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Il ordonne toutes les dépenses, les quittances étant délivrées par le Trésorier ou la Trésorière. En cas d'indisponibilité, il désigne le ou la Vice-Président·e qui le ou la représente et qui assure les fonctions de Président·e en vertu d'une procuration spéciale.

L'Association Départementale est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président ou la Présidente, ou a défaut par l'un·e des vice-président·s, ou un membre du Conseil d'Administration, spécialement choisi à cet effet par celui-ci. Les représentant·es de l'Association Départementale doivent jouir du plein d'exercice de leurs droits civils. Si l'Association Départementale reste propriétaire de chaque compte courant ouvert par elle au nom d'une coopérative scolaire, de quartier ou d'un foyer coopératif, le Président ou la Présidente en est le ou la titulaire officiel·le.

Tout autre signataire sur un des comptes ne peut agir que dans le cadre du mandat qu'il ou elle a reçu expressément du Président ou de la Présidente de l'Association Départementale.

Ce dernier ou cette dernière nomme, confirme ou révoque le mandataire adulte, sur proposition des membres adultes de la coopérative ou du foyer coopératif pour lequel un compte courant a été ouvert par le Conseil d'Administration. Il ou elle en informe le prochain Conseil d'Administration.

En cas d'urgence caractérisée par des événements pouvant engager gravement les finances, la responsabilité ou la réputation de la coopérative ou du foyer coopératif, et à travers eux de l'Association Départementale, le Président ou la Présidente peut révoquer leur(s) mandataire(s) et peut également procéder à la fermeture des comptes courants ouverts par l'Association Départementale au nom de cette coopérative ou de ce foyer coopératif. Il ou elle rend compte au prochain Conseil d'Administration et propose alors le retrait de l'agrément de cette coopérative ou de ce foyer coopératif. En cas de fermeture d'une coopérative scolaire ou d'un foyer coopératif suite à une décision administrative extérieure à l'OCCE, leurs biens et leurs fonds sont redistribués par le Président ou par la Présidente en faveur de la coopérative scolaire ou du foyer coopératif les plus susceptibles d'accueillir les coopérateurs et coopératrices victimes de cette fermeture.

Article 14 —

Chaque coopérative scolaire, de quartier ou foyer coopératif est géré à l'image de l'Association Départementale en donnant au Conseil de coopérative démocratiquement élu par ses membres les pouvoirs de décision et de gestion. Le but économique de la coopérative scolaire, de quartier ou du foyer coopératif, tel que défini par l'art. 4 des présents Statuts, est de permettre le financement des projets et actions décidés par les mineurs avec le concours des adultes. Dans ce cadre, la coopérative scolaire, de quartier ou le foyer coopératif sont habilités à gérer le budget sous la responsabilité d'un mandataire adulte désigné par le Président ou la Présidente de l'Association Départementale. Le ou la mandataire a l'obligation de

- tenir une comptabilité,
- verser à l'Association Départementale la cotisation annuelle dont le montant, les modalités de calcul et le calendrier de versement sont fixés par l'Assemblée Générale Départementale conformément à l'article 5 des présents Statuts,
- adresser annuellement à l'Association Départementale, un compte rendu d'activités, le bilan financier et le compte de résultat de l'exercice écoulé arrêté au 31 août.

- se référer à la circulaire de 2008 sur la coopérative scolaire
- Le Conseil d'Administration de l'Association Départementale dispose d'un droit permanent de vérification. Le Règlement Intérieur des coopératives et des foyers coopératifs fera l'objet d'annexes spécifiques.

TITRE III: RESSOURCES ANNUELLES

Article 15—

Les ressources annuelles de l'Association Départementale se composent

- des participations, versements et souscriptions versés par les membres actifs et honoraires;
- des subventions publiques;
- du produit des ressources provenant de la gestion de ses services;
- du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice par la Fédération;
- des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente;
- du produit des rétributions perçues pour service rendu;
- des dons et legs, conformément à la législation en vigueur;
- du produit des ventes visées sous le point f) de l'article 1 des présents Statuts;
- du revenu de ses biens.

Article 16—

La comptabilité de chaque coopérative scolaire ou de quartier, de chaque foyer coopératif et de chaque établissement de l'Association Départementale forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de la dite Association.

L'Association Départementale tient une comptabilité faisant apparaître annuellement un bilan consolidé, un compte de résultat et l'annexe de l'exercice écoulé.

TITRE IV: MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 17—

Les Statuts ne peuvent être modifiés que par l'Assemblée Générale Départementale sur la proposition du Conseil d'Administration ou sur la proposition du quart au moins des membres en exercice, représentant le quart des voix des membres actifs. Dans l'un ou l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale, lequel doit être porté à la connaissance de tous les membres de l'Association Départementale au moins 15 jours à l'avance.

L'Assemblée Générale doit se composer du dixième au moins des membres de l'Association Départementale présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale est convoquée de nouveau mais à quatorze jours au moins et trente jours au plus d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les Statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Ils devront être en conformité avec les Statuts et règlements de la Fédération, et seront applicables après l'approbation du Conseil

d'Administration de la Fédération. Au cas où le Conseil d'Administration de la Fédération n'approuve pas les modifications proposées. L'Association Départementale peut exercer un recours à l'Assemblée Générale Fédérale suivante.

Article 18—

L'Assemblée Générale Départementale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association Départementale est convoquée à cet effet, quatorze jours au moins avant la date prévue, dans les conditions prévues à l'article précédent. Elle doit comprendre au moins la moitié plus un des membres de l'Association présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale Départementale est convoquée de nouveau mais à quatorze jours au moins et trente jours au plus d'intervalle, et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 19—

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale, tout en tenant compte des conventions passées entre l'Association Départementale et les partenaires locaux éventuels, désignera un ou plusieurs commissaires parmi les Administrateurs et Administratrices de la Fédération qui seront chargés de la liquidation et de la dévolution de l'actif net à la Fédération.

TITRE V: SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

Article 20 —

Le Président ou la Présidente doit faire connaître dans les trois mois à l'autorité compétente et à la Fédération tous les changements survenus dans l'administration et la direction de l'Association Départementale.

Le rapport annuel et les comptes de l'Association Départementale sont chaque année mis à disposition de l'autorité compétente.

Article 21 —

L'Association Départementale donne toute facilité à l'exercice du droit de visite des délégués des Ministères de l'intérieur et de l'Education Nationale tel qu'il est défini dans les Statuts à l'article 25 de la Fédération.

Article 22 —

Le Règlement Intérieur préparé par le Conseil d'Administration Départemental est adopté par l'Assemblée Générale Départementale.

Foix, le 28 janvier 2025

Marion Bouville, Présidente

Pascale Cros, Secrétaire générale